

La République des médailles

Annie STORA-LAMARRE

Le mérite ? « Il est le fait d’hommes distingués – et non plus d’hommes distincts ». Olivier Ihl explique ce paradoxe : celui d’une citoyenneté impuissante à endiguer ce qui passait pourtant pour la mettre en cause : la distinction.

Recensé : Olivier Ihl, *Le Mérite et la République. Essai sur la distinction des émules*, Paris, Gallimard, NRF Essais, 2007, 491 p.

Recenser l’essai d’Olivier Ihl consacré à la « distinction des émules » demande un investissement tant le livre est à la fois dense et long. Pour mener à bien la recension de cet ouvrage, je me suis appuyée sur mes recherches traitant de l’édification du droit républicain, où il s’agissait de comprendre comment les figures du roman-feuilleton chères au XIX^e siècle (le jeune criminel, la prostituée, le père déchu) entraînent dans un vacillement extrême des émotions dans les lois édifiées par la toute jeune Troisième République. La construction de ce chantier juridique apparemment sans histoire présente quelques points de convergence avec le pôle d’investigation d’Olivier Ihl, en premier lieu par l’incertitude de l’objet et par la difficulté d’historiciser un concept. Qu’est-ce que le droit ? Qu’est-ce que le mérite ? Comment inscrire la société des émules à l’intérieur même des communautés affectives, des attitudes, des manières, des tenues, des agissements, des engagements, des refus, et surtout des contournements jugés nécessaires – comme si dévoiler les fondements du mérite produisait *a contrario* un discours qui viendrait contredire la revendication d’égalité entre les hommes ?

D’où une série de problèmes hétérogènes au détour d’un *phare* d’alliances, de discours qui apparaissent latéralement sans crier gare sur les conditions de l’avènement d’une démocratie du mérite et de son espace dans lequel se déploie l’honneur. L’intérêt de l’essai d’Olivier Ihl est d’avoir inséré le concept de mérite dans une découpe historique longue

partant de la Réforme au XXe siècle, comme s'il fallait d'abord donner sens aux décalages temporels d'une notion qui se donne à penser en système de croyances, de valeurs, d'émotions et de représentations mais aussi de pratiques. Comment s'accomplit le geste souverain de distinguer le mérite ? Comment et au nom de quoi la bureaucratie des honneurs a-t-elle succédé à la société de l'honneur ?

Le tableau d'Henri Gervex, *Distribution des récompenses aux exposants par le président Sadi Carnot*, à la suite de l'Exposition universelle de 1889, ouvre le livre. Le 29 septembre 1889, l'Exposition universelle touche à sa fin. Dans la grande nef du palais de l'Industrie apprêtée par Lavastre pour le centenaire de la Révolution française, le moment est capital. C'est la remise des médailles. L'enquête d'Olivier Ihl commence là : l'usage persistant des honneurs ne venait-il pas contredire la revendication d'égalité entre les hommes ? La décoration n'est jamais un simple objet de contemplation : c'est un rapport social et politique façonné par des défis spécifiques. Donner sens à cette histoire, ce n'est pas pour Olivier Ihl dévoiler une identité première ou traquer une essence soigneusement repliée sur elle-même. C'est au contraire s'attacher à rendre compte de la manière dont les usages redéfinissent sans cesse des significations, avec des effets de substitution, de remplacement et de déplacement qui en favorisent la circulation.

Remonter à l'avènement de ce pouvoir honorifique en interrogeant la double rupture que ses promoteurs avaient engagé avec la société traditionnelle, rupture avec la hiérarchie des ordres, rupture avec le don de Dieu. Depuis la Réforme, c'est toute une « ingénierie » qui s'est installée au cœur des pratiques de gouvernement. Avec la découverte du Nouveau Monde, les déchirures de la chrétienté : le paradis n'est alors plus terrestre, comme sur ces cartes où les plus avertis savaient localiser quelque part en un lointain Orient. Le voilà maintenant qui se réfugie dans un autre monde. La science des fossiles, la naissance de l'évolutionnisme finissent, il est vrai, d'en réformer la géographie qui ne peut plus être celle des premiers chapitres de la Genèse. L'écolier primé, le pauvre secouru, le sauveteur décoré, le soldat reconnu, le scientifique honoré, l'artiste couronné, le manager performant : autant d'élus dont nos émulations modernes célèbrent la figure d'exemplarité. Olivier Ihl s'interroge sur la double rupture par laquelle est née la distinction honorifique, rupture avec la hiérarchie des ordres, rupture avec la quête chrétienne du salut. Il devenait alors possible de saisir une transformation cruciale : l'entrée de « l'émulation premiale » dans le cercle des ingénieries de gouvernement.

Reconnaître les hommes

Tout commence avec la Réforme. Vouée à l'administration de la déférence, celle-ci traduit la montée en puissance d'une nouvelle conception de la grâce. Les guerres de religion en ont facilité l'émergence. Et déjà en introduisant une incertitude radicale dans l'architecture traditionnelle du salut. Moment singulier de l'Occident chrétien. C'est l'époque où la « rédemption des âmes » oppose une religion cléricale, prodigue en bénédictins et autres indulgences, à une doctrine de la prédestination qui, elle, justifie, la piété par un *sola fide* contestant jusqu'à l'idée de dévotion protectrice. Mais c'est aussi l'époque où l'essor des rapports marchands et le développement du pouvoir monarchique fragilisent les enseignements, voire les commandements de l'Eglise. La « rédemption » est alors concurrencée par la « reconnaissance » : une épreuve avant tout humaine dans laquelle les dignités royales, bien qu'elles demeurent encore extérieures au concept de mérite, encouragent et récompensent. Or, cette reconnaissance, explique Olivier Ihl, repose sur des signes hiérarchiques qui sont en même temps des signes honorifiques.

Avec l'avènement des premiers Etats modernes, comment l'honneur féodal s'est-il mué en instrument d'une reconnaissance d'Etat ? Emblématique de la concentration des honneurs, Olivier Ihl examine le projet en France d'instituer un cabinet des médailles disposé au Louvre. Preuve qu'au monopole de la violence, à l'extension des « lois » et de l'ordre dans le territoire, monarchies et principautés avaient hâte d'y ajouter la centralisation des signes de grandeur. Se portant garante du respect de la hiérarchie, la majesté monarchique investissait alors les sujets de nouvelles « fidélités ». D'où de multiples dispositifs qui bureaucratissent les honneurs nobiliaires : que l'on songe aux armoiries ou à la création des offices. La capacité mimétique des individus offre, en ce XVIIe siècle, une prise à une autre conceptualisation : celle d'un art de gouvernement appuyé sur la connaissance des « passions ».

Mais qu'en est-il lorsque l'émulation est transférée dans les mains du souverain ? Seul un arbitre externe et indépendant peut y procéder. C'est la fonction du souverain. Son rôle est de fixer un critère à la valeur, par exemple, pour réaliser l'adjudication des places. Réguler la hiérarchie des honneurs est donc pour Hobbes une nécessité. Le mécanisme de la renommée bourgeoise est mis à nu. D'abord parce que cette théorie des récompenses rompt avec toute perspective « d'éternité bienheureuse » (accusée d'anéantir le « mérite et la vertu »). Ensuite, parce que la lutte née des passions, notamment de la vanité, est ici remplacée par une

compétition ordonnée, au sens propre, par une méritocratie. Chez Hobbes, celle-ci se justifie par le critère de l'obéissance au souverain. C'est pourquoi Hobbes insiste sur le monopole des honneurs légitimes. Les sujets ne désireront plus être honorés les uns par les autres. Leur but sera d'être honoré exclusivement par le souverain qui récompensera dans l'intérêt de tous. Ces batailles philosophiques sur les « affects » ne sont pas que pure spéculation.

Ainsi, si la morale classique distinguait plusieurs sanctions (institutionnelles avec les tribunaux ou les grâces du roi ; individuelles avec le sentiment de satisfaction ou de remords ; surnaturelles avec les indulgences et le jugement dernier), la vertu devient au XVIIIe siècle une arme politique et s'étend de l'univers académique et ecclésiastique à l'ensemble du corps social. La symbolique de l'exemplarité est antique. L'émulation passe pour avoir « fait faire des prodiges aux Grecs », au point de leur donner la victoire sur les Perses. Idéalisée, la comparaison avec l'Antiquité se veut réplique aux désordres du temps. Les premiers économistes se sont attachés, eux, au strict jeu des intérêts individuels. On n'a sans doute pas suffisamment mesuré l'incidence la révolution de ce qu'au XVIIIe siècle on appelait le « commerce » sur les formes de l'obéissance politique. Pour Jeremy Bentham, les habitudes de travail des pauvres seront plus vite changées par l'aiguillon de l'intérêt que par tout autre récompense, fût-elle céleste. Persuader chacun que ses actions bonnes ou mauvaises sont sous le regard de tous : voilà le moyen qu'il avait imaginé pour multiplier les « actes positifs ». Censé orienter et diriger les conduites libres, le procédé devait joindre l'« intérêt » aux « devoirs prescrits ».

Que dit le mérite sur le corps social ? Le mérite renvoie au corps de l'armée, autre terrain d'expérimentation, avec l'avancement au choix des soldats, les médailles, les préséances, les grades. Secteur parmi les plus traditionnels de l'appareil d'Etat, le monde militaire au XVIIIe siècle expérimente l'utilité des distinctions de mérite. Mais si le monde militaire a le droit de « s'illustrer » par de grandes actions, l'espoir d'entrer dans le « corps » des nobles est ouvert à tous. L'apport de la Révolution sera irréversible. Première assurance : toute distinction, pour être légitime, doit être associée au mérite. Dans la tourmente des affrontements, ses contours en revanche se précisent. Que disent les adversaires ? Que la marque nobiliaire est la marque d'une vocation, en mettant une classe d'hommes à portée de défendre le « respect du roi ». Les attaquer, c'est s'en prendre à une propriété, la naissance, qui sans cesse « leur rappelle les vertus et les services de leurs Ancêtres ». Le mérite sera donc une aptitude qui se refuse à la faveur et à l'hérédité. Du côté des « patriotes », pour que

les honneurs produisent des citoyens vertueux, il fallait que les récompenses n'inspirent point d'orgueil. C'était déjà l'argument des tenants d'une sociabilité naturelle.

La bureaucratie de la vertu

Dans sa quête du sens du mérite, Olivier Ihl arpente des lieux-laboratoires d'expériences où s'opère la matérialisation du mérite. Tout au long du XIXe siècle, la bureaucratie va produire en France d'innombrables gratifications honorifiques. En France, la Légion d'honneur dite du sauvetage (1820), la médaille de Juillet, croix des combattants de Juillet (1830), la médaille militaire (1852), celle de Sainte-Hélène (1857), des Société de secours mutuels (1858), d'Italie (1859), de Chine (1861). Au total, plus d'une cinquantaine de décorations nationales. Comme si, en s'arrogeant les prérogatives du roi, la bureaucratie s'était approprié un monopole sur la certification du mérite. Déterminer la provenance et la fréquence des actions vertueuses, fixer la nomenclature de leur mode de reconnaissance, l'identité et le classement de chaque récipiendaire : c'est un véritable apprentissage des techniques de détection et de certification qui s'opère. Il va accroître en quelques décennies l'assignation des actes vertueux. L'acte de création de la Légion d'honneur par Napoléon, le 19 mai 1802, est dès lors consacré par l'historiographie comme un avènement.

Décorer le mérite s'accompagne d'une technique de gestion sociale. En un siècle, le mérite est bel et bien devenu une catégorie d'action publique. Prix philanthropiques, ordres honorifiques, médailles, distinctions professionnelles : l'homme méritant se mue en objet d'observation. La vertu ? Elle s'affirme comme un domaine d'intervention bureaucratique qui permet de juger les actes de la population. L'Etat devient dès lors le sujet d'une activité proliférante. Chaque année, des dizaines de milliers d'individus sont officiellement récompensés tandis que plusieurs centaines de milliers se portent candidats. Au XIXe siècle, l'espionnage de la vertu se révèle sans limites. Le mérite relève bien de l'ordre des « affections sociales ». Le rappel des références de l'époque romantique manque. Pourquoi ne pas ici adosser la figure du méritant sur celle du monstre des années 1830 magistralement décrit dans *L'Homme qui rit*, où Hugo introduisait dans l'ordre des choses un principe d'altérité, qui se révélait finalement être un principe d'altération ? Que se joue-t-il d'essentiel dans l'appartenance au peuple du mérite ? Avec les instruments de la statistique, s'ouvrent à la science expérimentale de nouveaux horizons. Prendre la mesure des vertus du peuple en est un qui fait le pendant à l'application de la statistique en matière de criminalité. Comment donner corps à cette idée dans ces basculements entre le même et l'autre dont les catégories

de bases de nos sciences de l'homme ? Que révèle le bûcher des vanités édifié au nom du « patriotisme », de « l'encouragement aux hommes » ? Cependant, le mérite n'est pas une catégorie homogène dans le système de valeurs des contemporains. Lors du congrès de la SFIO de 1902, une motion est adoptée : « Il est interdit à tout membre du parti socialiste français de solliciter ou même de porter une décoration quelconque. Certains pourtant rétorquent : n'est-ce pas mettre les élus socialistes en état d'infériorité vis-à-vis de leurs adversaires, en leur refusant d'user des « moyens qui sont nécessaires en régime capitaliste et parlementaire pour pénétrer dans les pouvoirs publics » ? Diminuer le respect accordé aux individus décorés, c'est soulever le spectre de l'illégitimité.

Hiérarchiser des égaux

La bataille du mérite est loin d'être pure spéculation. Comment classer les individus tout en respectant le principe d'égalité ? La dignité, cette grandeur individuelle qui commande le respect ne procède plus de la foi, de l'épée ou de la robe. Depuis la révolution de l'égalité, elle est présumée universelle. Plus encore : impérative et absolue, elle s'attache a priori à l'individu. Et non plus à l'expérience. C'est pourquoi fut inventée une notion qui, elle, permet de continuer à juger et à différencier : le « talent ». Défini par le *Grand Dictionnaire du XIXe siècle* comme « une disposition naturelle de l'esprit à réussir dans certaines choses », ce terme reste de type largement métaphysique. Assimilée à un « don » ou une « habileté naturelle », la catégorie est utilisée pour individualiser le processus de la réussite. Elle n'existe pourtant qu'à travers les évaluations dont elle fait l'objet. Comme si le talent était littéralement « rêvé » par les performances. Lutter : décidément le plus actif et le plus terrible des verbes. Suspendu en ce jour de profusion automnale à la distribution des noms des lauriers, ceux que les commissaires puis les listes du *Journal officiel* consigneront avec application, il est sur toutes les lèvres. L'ombre du darwinisme planait sur tout le monde, aussi bien sur la « lutte » commerciale et industrielle que sur la « lutte » que se livraient les groupes sociaux et les nations pour ne pas déchoir. C'est à ce titre que le terme figure au cœur des annales modernes du mérite. Dans la société libérale, la notion de perfectibilité avait remplacé l'idéal de perfection cher à l'Ancien Régime. L'individualisation des récompenses et la mesure des aptitudes mises en concurrence : tel est le mécanisme de cette discipline que l'on trouve dans la plupart des compétitions sociales. Les analyses du philosophe Alfred Fouillée auraient été ici pertinentes pour comprendre ce qui joue là dans l'histoire du mérite, c'est-à-dire le statut de séparation et la possibilité de s'extraire de la « foule » dans la démocratie qui se construit.

Oui, comment s'opère la démocratisation du mérite dans une société qui s'industrialise et dont le pouvoir se bureaucratise ?

On arrive alors dans le récit d'Olivier Ihl à la fin du XIXe siècle, dans une Europe que bouleversent le principe des nationalités, le mouvement d'industrialisation ou l'arrivée des masses sur la scène électorale. Être distingué est devenu une préoccupation de masse. Avec le développement des relations capitalistes, les classes moyennes furent plus que d'autres soumises à une inquiétude : comment éviter la prolétarisation provoquée par l'extension de la fabrique ? Pour s'assurer que leurs aptitudes soient reconnues, il fallait transformer des conduites en objets de récompense. C'était une façon de distinguer la réussite en « moralisant » la hiérarchie des positions sociales. D'où la multiplication des titres de gloire : brevets, diplômes, médailles. Les médailles renvoient à l'édification de la société de masse analysée par Fouillée, des masses qui d'ailleurs s'individualisent et personnifient le sujet, jeunes, femmes. Olivier Ihl a décliné le mérite au féminin dans un ordre social longtemps cantonné au masculin. Au XIXe siècle au début de la IIIe République, il est imaginé de créer un ordre national du Mérite maternel : « La femme honnête, celle qui a toujours fait son devoir, d'épouse et de mère, ne mériterait-elle pas et ne serait-elle pas aussi fière et satisfaite de porter un signe qui la distinguerait des autres ? »

Au terme de ce parcours, Olivier Ihl donne à comprendre comment la récompense honorifique est devenue la figure générale d'une forme de gouvernement qui a fait du mérite le fondement du lien entre les individus. Pour cela, il a fallu comprendre les théories qui en ont porté l'exigence, mais sans tourner le dos aux pratiques qui se sont revendiquées d'elles ou refuser de lire différemment nombre de sources communes au théoricien de *Surveiller et punir*. Comprendre enfin, comment la gloire nobiliaire et, plus encore la vertu chrétienne ont été « disciplinées » par les récompenses de l'Etat libéral. En d'autres termes, comment, prisonnières d'un passé qui continua longtemps d'être exalté (la société de l'honneur) mais séparées de ce qui en faisait la grandeur (la quête cléricale du salut), la gloire et la vertu ont quitté les « âmes bienheureuses », puis reflué des « royaumes de grâce », pour devenir de simples signes de mérite : ceux d'une société d'émules.

Cette interrogation sur la question du mérite répond à une attente légitime ; elle laisse pourtant sur sa faim. L'attribution des médailles traduit dans l'histoire des sensibilités la reconnaissance symbolique du parcours de méritant qui l'attend comme quelque

chose de désirable, d'attendu ou d'exigé dans son parcours honorifique. J'aurais souhaité que fût approfondie l'idée de la frontière départageant le monde des méritants et des non-méritants. La fêlure de ceux qui n'accèdent pas au monde des honneurs dévoile elle aussi des zones fragiles et des appartenances inscrites dans l'histoire d'une société qui dit la légitimité et l'illégitimité des parcours.

Texte paru dans laviedesidees.fr, le 13 mars 2008

© laviedesidees.fr